

# innovant

LE MAGAZINE INTERNATIONAL  
DE L'INNOVATION SECTORIELLE **Magazine**



## « AI Made in Morocco » : Pour une intelligence artificielle souveraine et créatrice d'emplois P. 18



### FOCUS

Düsseldorf s'apprête à accueillir l'industrie mondiale de l'emballage : interpack 2026 en pleine effervescence P.16

### ECONOMIE

Maroc-Sénégal: une nouvelle impulsion stratégique pour le partenariat économique bilatéral P.26

### SALON

Le Salon du Revêtement au Maroc : un rendez-vous clé pour les professionnels du bâtiment P.42

WWW.ENERGYTRANSFO.COM

# ENERGY TRANSFO

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE  
IN MORE THAN 20 COUNTRIES

WWW.ENERGYTRANSFO.COM



Energy Efficiency

## Ksar El Kébir face aux eaux : l'urgence et la leçon

Par Meryem KORCH

Les inondations qui ont frappé Ksar El Kébir ces derniers jours rappellent avec force une réalité que l'on ne peut plus ignorer : le risque climatique n'est plus exceptionnel, il devient structurel. La montée rapide des eaux de l'Oued Loukkos, provoquée par des précipitations intenses et le déversement contrôlé des barrages, a plongé la ville dans une situation critique, mettant en danger des milliers de citoyens et paralysant une partie de l'activité urbaine.

Face à cette crise, l'État a réagi avec célérité. L'activation des cellules de veille, les évacuations préventives de populations vivant en zones à risque, le déploiement de la Protection civile, des Forces Armées Royales et des services de sécurité ont permis d'éviter un bilan humain lourd. La priorité donnée à la sauvegarde des vies humaines mérite d'être soulignée, tout comme l'effort logistique consenti pour l'hébergement et l'approvisionnement des sinistrés.

Mais au-delà de la gestion immédiate de l'urgence, ces inondations mettent en lumière un enjeu central : celui de la résilience urbaine face aux changements climatiques. À Ksar El

Kébir, comme dans d'autres villes exposées aux risques hydrologiques, les événements récents constituent une occasion de renforcer les politiques d'aménagement et d'accélérer la modernisation des infrastructures afin de mieux accompagner l'évolution des phénomènes météorologiques.

L'action de l'État, marquée par l'anticipation, la mobilisation rapide des moyens et la coordination entre les différents intervenants, ouvre la voie à une réflexion de long terme. Celle-ci vise à consolider les dispositifs de prévention, améliorer les réseaux de drainage, encadrer l'urbanisation et développer des solutions durables pour une meilleure gestion des risques. Les inondations de Ksar El Kébir peuvent ainsi devenir un levier pour renforcer la sécurité, la planification et la résilience des territoires à l'échelle nationale.

# innovant

LE MAGAZINE INTERNATIONAL  
DE L'INNOVATION SECTORIELLE **Magazine**

## CONTENU ET DIFFUSION



### Contenu du Magazine

Edito – Politique – Société – Economie – Art et Culture – Salons – Dossier –  
Tourisme – Monde – Guide – Nouvelles technologies – High-Tech – Auto-Moto

### Contenu du Site Web

A la Une – Politique – Economie – Société – Monde – Culture – Média – Vidéos

# SOMMAIRE

## **EDITO**

Ksar El Kébir face aux eaux : l'urgence et la leçon

## **ACTIVITES ROYALES ET PRINCIERES**

- 6. CAN 2025 : le Maroc consacre une réussite continentale et appelle à l'unité africaine
- 10. Sa Majesté le Roi Mohammed VI donne Ses Hautes Instructions pour un démarrage stratégique de Nador West Med
- 12. Sous la présidence de SAR la Princesse Lalla Hasnaa, le Gala diplomatique annuel célèbre dix ans d'engagement solidaire

## **POLITIQUE**

- 14. Démocratie dans le monde arabe : le Maroc en tête, dans une région toujours dominée par l'autoritarisme

## **FOCUS**

- 16. Düsseldorf s'apprête à accueillir l'industrie mondiale de l'emballage : interpack 2026 en pleine effervescence
- 18. « AI Made in Morocco » : Pour une intelligence artificielle souveraine et créatrice d'emplois

## **ECONOMIE**

- 24 .Le Maroc et le Chili renforcent leur coopération économique et commerciale
- 25. Maroc-ONU : vers un partenariat renforcé dans le transport et la logistique au service de l'Afrique
- 26.Maroc-Sénégal : une nouvelle impulsion stratégique pour le partenariat économique bilatéral

- 30. Renault Group Maroc : une année 2025 marquée par la croissance, l'industrie et le leadership sur le marché national

- 33. Maroc-Slovénie : la CGEM et des entreprises slovènes explorent de nouveaux partenariats stratégiques à Casablanca

- 34. Le Maroc renforce son rayonnement touristique au FITUR de Madrid

## **TRANSITION VERTE**

- 36. Transition énergétique : la centrale Allal El Fassi en route vers le pompage-turbinage

## **SOCIETE**

- 38. Handicap : lancement de la 3ème Enquête nationale pour renforcer l'efficacité des politiques publiques
- 39. Protection des données personnelles: Al Barid Bank rejoint le programme national DATA-TIKA

## **MONDE**

- 40. Global Gateway : l'Union européenne investit 35,8 millions d'euros pour accélérer la transition énergétique en Tunisie

## **SALON**

- 42. Le Salon du Revêtement au Maroc : un rendez-vous clé pour les professionnels du bâtiment



# **CAN 2025 : le Maroc consacre une réussite continentale et appelle à l'unité africaine**

*La Coupe d'Afrique des Nations 2025, organisée au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, restera comme l'une des éditions les plus marquantes de l'histoire du football africain. Dans un communiqué solennel publié par le Cabinet royal, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a salué une réussite sportive, organisationnelle et africaine, tout en appelant à la retenue et à l'unité après les incidents ayant émaillé la finale.*



Le Souverain a tenu à exprimer sa fierté et sa gratitude à l'ensemble du peuple marocain, soulignant l'adhésion massive des citoyens, la mobilisation des institutions et l'engagement des forces vives du pays pour assurer le succès de cet événement continental d'envergure. Selon le communiqué, la CAN 2025 a démontré la capacité du Maroc à organiser des manifestations sportives internationales conformes aux plus hauts standards.

### **Une organisation saluée à l'échelle internationale**

Le communiqué royal met en avant la qualité des infrastructures sportives, de transport et d'accueil, ainsi que la gestion logistique de la compétition, unanimement saluées par les délégations africaines, les instances sportives et les médias internationaux. Cette édition a également été présentée comme une vitrine du développement du Royaume, fruit d'une vision stratégique de long terme en matière de sport et d'investissement public.

Sur le plan sportif, le Roi Mohammed VI a souligné les performances de l'équipe nationale marocaine, désormais solidement installée parmi les grandes sélections mondiales, et l'élan de fierté nationale qu'elle a suscité tout au long du tournoi.

### **Une finale sous tension, un message de fraternité**

La finale de la CAN 2025, marquée par des tensions et des scènes regrettables en fin de match, n'a pas été éludée par le communiqué royal. Le Souverain a toutefois insisté sur le fait que ces incidents ne sauraient occulter la réussite globale de la compétition ni remettre en cause les liens profonds et historiques unissant les peuples africains.

Dans un message fort, le Roi a appelé à dépasser les passions du moment, affirmant que la fraternité africaine finira naturellement par prévaloir, et rappelant que le football doit rester un facteur de rapprochement, non de division.



### Écho favorable en Afrique et à l'international

Les réactions n'ont pas tardé à affluer. Plusieurs chefs d'État africains, dont le président sénégalais, ont salué l'organisation marocaine, qualifiée d'« exemplaire » et de « référence pour l'avenir des grandes compétitions africaines ». Des appels au calme et à la retenue ont également été lancés par des responsables politiques et sportifs des deux pays.

Sur le plan institutionnel, la Confédération africaine de football (CAF) a annoncé l'ouverture d'un examen disciplinaire concernant les incidents de la finale, tout en soulignant le succès global de la CAN 2025. La FIFA, de son côté, a condamné les scènes de tension observées, appelant au respect des règles et de l'éthique sportive.

### Une CAN au-delà du football

Au-delà des terrains, la prise de parole royale est perçue par de nombreux observateurs comme un message politique et symbolique fort. Elle réaffirme la place du Maroc comme acteur central du sport africain, mais aussi comme un pays engagé en faveur de la coopération Sud-Sud, de la stabilité et du rayonnement du continent.

Malgré les polémiques de la finale, la CAN 2025 aura ainsi permis de projeter une image ambitieuse de l'Afrique : une Afrique capable d'organiser, d'innover et de se rassembler autour d'événements fédérateurs.

Pour le Royaume, comme pour le continent, cette édition restera celle d'un tournant, où le sport aura servi de levier de diplomatie, de développement et d'unité.

# innovant

LE MAGAZINE INTERNATIONAL  
DE L'INNOVATION SECTORIELLE

**Magazine**

Une entreprise  
qui cesse d'innover  
**signe son arrêt de mort**





# **Sa Majesté le Roi Mohammed VI donne Ses Hautes Instructions pour un démarrage stratégique de Nador West Med**

*Sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, le complexe portuaire et industriel Nador West Med s'apprête à entrer dans une phase décisive de son développement. À l'approche de son lancement opérationnel, le Souverain a donné Ses Hautes Instructions en vue d'assurer un démarrage optimal de ce projet structurant, en plaçant l'emploi des jeunes, la formation des compétences et l'attractivité pour les investisseurs nationaux et internationaux au cœur des priorités.*

## **Un projet stratégique au service de la Vision Royale**

Conçu comme un hub portuaire, industriel et énergétique de nouvelle génération, Nador West Med s'inscrit pleinement dans la Vision Royale visant à consolider la position du Maroc

comme plateforme logistique et industrielle incontournable aux niveaux régional et international. Doté d'un investissement global de 51 milliards de dirhams, le complexe ambitionne de renforcer la compétitivité du Royaume et d'approfondir son intégration dans les chaînes de valeur mondiales, notamment dans les secteurs

du commerce maritime, de l'industrie lourde, de l'énergie et des services à haute valeur ajoutée.

Par Ses Hautes Instructions, Sa Majesté le Roi a souligné la nécessité de garantir une montée en puissance progressive, maîtrisée et efficiente des différentes composantes du projet, afin d'assurer sa viabilité économique, sa performance opérationnelle et son attractivité durable.

## **L'emploi et la formation des jeunes au cœur du dispositif**

Le Souverain a particulièrement insisté sur l'importance de faire de l'emploi des jeunes un pilier central du projet. Nador West Med est appelé à générer des milliers d'emplois directs et indirects, tant lors de la phase d'exploitation que dans les activités industrielles et logistiques connexes.

À cet effet, les Hautes Instructions Royales mettent l'accent sur le renforcement des dispositifs de formation et de qualification, en parfaite adéquation avec les besoins réels du complexe et des investisseurs. L'objectif est de doter la région d'un capital humain hautement qualifié, capable d'accompagner les mutations industrielles et technologiques et de garantir la compétitivité du site sur le long terme.

## **Une attractivité renforcée pour les investisseurs**

Sa Majesté le Roi a également appelé à créer un environnement favorable à l'investissement, fondé sur la simplification des procédures, la clarté du cadre réglementaire et la mise à disposition d'infrastructures modernes et performantes. Nador West Med est ainsi appelé à devenir un pôle d'attraction majeur pour les investisseurs nationaux et étrangers, notamment dans les domaines de l'énergie, de la pétrochimie, de la sidérurgie, de la logistique et des industries

de transformation.

Grâce à sa position géostratégique exceptionnelle en Méditerranée occidentale, à proximité des grandes routes maritimes internationales, le complexe offre des opportunités considérables pour le développement d'activités à forte valeur ajoutée, renforçant ainsi le rayonnement économique du Royaume.

## **Un levier de développement territorial équilibré**

Au-delà de sa dimension économique, Sa Majesté le Roi a tenu à ce que les retombées sociales et territoriales du projet bénéficient à l'ensemble de la région de l'Oriental. Nador West Med est appelé à jouer un rôle de catalyseur du développement local, en contribuant à la réduction des disparités territoriales, à la dynamisation du tissu économique régional et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le Souverain a ainsi insisté sur la nécessité d'adopter une approche intégrée et inclusive, faisant de ce projet un modèle de développement durable, respectueux de l'environnement et créateur de richesse partagée.

## **Nador West Med, un pilier de la souveraineté économique nationale**

Avec Nador West Med, le Maroc se dote d'un outil stratégique de premier plan, renforçant sa souveraineté économique, énergétique et industrielle. À travers Ses Hautes Instructions, Sa Majesté le Roi Mohammed VI réaffirme sa volonté de faire de ce complexe un vecteur majeur de croissance, d'innovation et d'intégration régionale, au service d'un Maroc compétitif, solidaire et résolument tourné vers l'avenir.

# **Sous la présidence de SAR la Princesse Lalla Hasnaa, le Gala diplomatique annuel célèbre dix ans d'engagement solidaire**

*Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa a présidé, dimanche 11 janvier à Rabat, le dîner de Gala diplomatique annuel de bienfaisance, organisé par la Fondation diplomatique en partenariat avec l'ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite.*

**P**lacée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, cette rencontre solidaire est devenue, au fil des années, un rendez-vous annuel fédérateur réunissant des mécènes, des membres du corps diplomatique étranger accrédité au Maroc, ainsi que des acteurs du monde économique, culturel et artistique, autour d'une même cause : le soutien aux populations vulnérables.

Cette initiative vise la mobilisation de ressources financières destinées à appuyer de nombreux projets associatifs au Maroc, notamment dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'amélioration des conditions de la femme en milieu rural, du renforcement des capacités des jeunes filles et de l'accompagnement des jeunes.

Le dîner a été marqué par la projection d'une vidéo rétrospective retraçant dix années de présidence effective de SAR la Princesse Lalla Hasnaa de cet événement, mettant en lumière l'engagement constant du corps diplomatique au service de cette noble mission humanitaire.

Dans une allocution prononcée à cette occasion,

l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite à Rabat, M. Sami Bin Abdullah Bin Othman Al-Saleh, a salué l'engagement indéfectible de SAR la Princesse Lalla Hasnaa, son dévouement exemplaire et son soutien permanent aux initiatives caritatives et aux actions humanitaires d'intérêt général.

Le diplomate saoudien a exprimé, au nom de l'ensemble des participants, sa profonde gratitude pour les multiples formes de solidarité et de bienveillance que Son Altesse Royale ne cesse d'apporter, ainsi que pour ses efforts soutenus en faveur du bénévolat et de l'action humanitaire.

Il a également souligné que l'organisation de ce Gala en partenariat entre l'Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite et la Fondation diplomatique illustre la solidité des relations bilatérales et la profondeur des liens fraternels unissant le Royaume du Maroc et le Royaume d'Arabie Saoudite. Cette coopération s'inscrit, a-t-il précisé, dans le sillage des Hautes Orientations des dirigeants des deux pays frères.

M. Al-Saleh a rappelé, à cet égard, les relations fraternelles étroites entre le Serviteur des



Deux Saintes Mosquées, SM le Roi Salmane Bin Abdulaziz, SAR le Prince Mohammed Bin Salman, Prince Héritier et Président du Conseil des ministres, et leur frère Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste. Il a mis en avant une relation historique solide, portée par la volonté commune des deux leaderships de hisser la coopération bilatérale à des niveaux avancés et durables, à la hauteur des aspirations des deux peuples.

De son côté, le président de la Fondation diplomatique, M. Abdelati Habek, a exprimé ses sincères remerciements à SAR la Princesse Lalla Hasnaa pour son soutien constant et l'attention particulière qu'elle accorde à ce rendez-vous caritatif.

Il a souligné que la présence de Son Altesse Royale confère à cet événement une dimension symbolique forte et s'inscrit dans la continuité de l'œuvre humanitaire conduite par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, ainsi que dans l'engagement personnel de la Princesse en faveur de la solidarité et de l'action sociale.

M. Habek a également tenu à exprimer sa gratitude à Sa Majesté le Roi, que Dieu Le glorifie, pour Son soutien constant aux initiatives solidaires et humanitaires et pour Sa sollicitude permanente envers les populations démunies.

À l'issue de la cérémonie, l'Écu du Gala diplomatique 2026 a été remis à SAR la Princesse Lalla Hasnaa, qui a posé pour une photo-souvenir avec les membres du comité de la Fondation diplomatique.

À son arrivée, Son Altesse Royale a passé en revue une section des Forces Auxiliaires rendant les honneurs, avant d'être accueillie par plusieurs responsables civils et diplomatiques, dont la ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, Mme Naima Ben Yahya, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Rabat, le wali de la région de Rabat-Salé-Kénitra, ainsi que des élus locaux et les membres de la Fondation diplomatique.

# Démocratie dans le monde arabe : le Maroc en tête, dans une région toujours dominée par l'autoritarisme

*Le dernier rapport de l'Economist Intelligence Unit (EIU) sur l'Indice de la démocratie dresse un constat sans appel pour le monde arabe. Dans une région marquée par des régimes autoritaires persistants, le Maroc se distingue en occupant la première place parmi les pays arabes, avec un score de 4,97, devant la Tunisie (4,71). Les deux pays sont classés dans la catégorie des « régimes hybrides », tandis que l'ensemble des autres États arabes demeure rangé dans la catégorie des « régimes autoritaires ».*

## Un leadership régional relatif mais significatif

Avec ce score, le Maroc confirme sa position de leader démocratique relatif dans le monde arabe, bien que restant en deçà des standards des démocraties dites « pleines » ou même « imparfaites ». L'indice de l'EIU évalue les pays selon cinq critères clés :

- le processus électoral et le pluralisme,
- le fonctionnement du gouvernement,
- la participation politique,
- la culture politique,
- les libertés civiles.

Le classement du Maroc traduit des avancées institutionnelles notables, notamment en matière de pluralisme politique, de régularité des élections et de stabilité institutionnelle. Toutefois, il met également en lumière des défis persistants, notamment en ce qui concerne la participation citoyenne, la confiance dans les institutions et l'élargissement effectif des libertés publiques.

## Tunisie : un recul préoccupant

Longtemps présentée comme l'exception démocratique du monde arabe après 2011, la Tunisie arrive désormais en deuxième position, avec un score en baisse. Son classement parmi les « régimes hybrides » reflète un affaiblissement des contre-pouvoirs, une concentration accrue du pouvoir exécutif et une fragilisation des institutions démocratiques, selon l'analyse de l'EIU.



Ce recul tunisien souligne la fragilité des transitions démocratiques dans des contextes économiques et sociaux tendus, où les attentes citoyennes restent largement insatisfaites.

### **Un monde arabe majoritairement autoritaire**

Au-delà du Maroc et de la Tunisie, le constat est plus sombre. Tous les autres pays arabes sont classés comme « régimes autoritaires », caractérisés par :

- l'absence d'élections libres et équitables,
- des restrictions sévères des libertés civiles,
- une concentration du pouvoir,
- un espace politique étroit pour l'opposition et la société civile.

Ce classement reflète une stagnation démocratique régionale, voire un recul dans

certains pays, où les priorités sécuritaires, économiques ou géopolitiques prennent le pas sur les réformes politiques.

### **Entre stabilité et réformes : le défi marocain**

Pour le Maroc, cette première place régionale constitue à la fois une reconnaissance et un défi. Si le Royaume apparaît comme un modèle relatif dans un environnement régional difficile, le rapport souligne implicitement la nécessité de poursuivre les réformes, notamment en renforçant la participation citoyenne, la transparence de l'action publique et l'indépendance effective des institutions.

Dans un monde arabe en quête de nouveaux équilibres politiques, le classement de l'EIU rappelle une réalité essentielle : la démocratie reste un chantier inachevé, où les progrès, aussi réels soient-ils, doivent s'inscrire dans une dynamique durable et inclusive.

# Düsseldorf s'apprête à accueillir l'industrie mondiale de l'emballage : interpack 2026 en pleine effervescence

*Le compte à rebours est lancé pour interpack 2026, le salon triennal international de l'emballage et des technologies associées qui se tiendra du 7 au 13 mai 2026 au parc des expositions de Messe Düsseldorf. L'événement, considéré comme la grande messe mondiale du conditionnement, s'annonce déjà comme une étape décisive pour les professionnels du secteur.*



Avec près de 2 800 exposants issus de plus de 60 pays, interpack 2026 dépasse d'ores et déjà les attentes. Une telle affluence illustre non seulement l'ampleur de la manifestation, mais aussi la vitalité d'un secteur en pleine transformation.

## Un carrefour d'innovation face à des enjeux mondiaux

Les organisateurs du salon mettent en avant un programme riche, centré sur des thématiques essentielles pour l'avenir de l'industrie : intelligence artificielle, automatisation, matériaux innovants et compétences de demain. Ces axes traduisent l'ambition d'une filière qui doit concilier productivité, durabilité et adaptation rapide à un marché global en

mutation.

Pour Thomas Dohse, directeur d'interpack, le salon intervient à un moment crucial. « interpack 2026 est plus important que jamais », déclare-t-il, soulignant les défis auxquels sont confrontées les entreprises, notamment la rareté des matières premières, les réglementations renforcées et le manque de main-d'œuvre qualifiée. Dans ce contexte, l'événement devient une plateforme stratégique pour échanger des idées, présenter des solutions et consolider des partenariats internationaux.

## Machines, matériaux et tendances d'avenir

L'une des forces d'interpack est sa capacité à

réunir l'ensemble de la chaîne de valeur du packaging : des machines d'emballage et de transformation, aux matériaux d'emballage, en passant par des technologies de marquage et de logistique avancées. Parmi les exposants annoncés figurent des poids lourds du secteur qui présenteront leurs dernières innovations, notamment des solutions à haute efficacité énergétique ou à forte modularité pour répondre à des besoins variés.

Des entreprises spécialisées dans les solutions pour produits alimentaires et confiseries préparent également des démonstrations grandeur nature, montrant comment l'intégration de machines ultra-rapides et de systèmes connectés peut transformer les lignes de production.

**Un rendez-vous global, reflet des transformations industrielles**

L'importance d'interpack dépasse largement le cadre commercial. Le salon est devenu un baromètre des grandes évolutions économiques et technologiques dans les industries de transformation et d'emballage. En réunissant des acteurs venus d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, il reflète l'état d'une filière en phase avec les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle : durabilité, digitalisation et compétitivité sur les marchés internationaux.

À un peu plus de trois mois de l'ouverture, la fièvre monte donc parmi les exposants et les visiteurs venus planifier produits, conférences et rencontres. Interpack 2026 s'annonce non seulement comme une vitrine des dernières innovations, mais aussi comme un catalyseur des stratégies qui définiront l'avenir d'un secteur clé de l'économie mondiale.



**interpack**  
PROCESSING & PACKAGING  
7<sup>th</sup>-13 MAY 2026  
DÜSSELDORF  
SIMPLY UNIQUE  
INTERPACK.COM

**MEET  
YOUR  
SUCCESS**

**PROCESSING & PACKAGING**

**TM**  
Messe  
Düsseldorf

Amal El Fallah Seghrouchni, Ministre Déléguée Chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration



# AI MADE IN MOROCCO

L'IA AU COEUR DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET DES SERVICES PUBLICS

12 JANVIER 2026

الجمهورية المغربية  
1431 هـ / 2020 م



الجمهورية المغربية  
السلطان محمد السادس

وزارة الاتصال الرقمي وأمن المعلومات  
والتكنولوجيا  
1431 هـ / 2020 م

# « AI Made in Morocco » : Pour une intelligence artificielle souveraine et créatrice d'emplois

*Le Maroc a franchi, lundi 12 janvier à Rabat, une nouvelle étape dans sa transition numérique avec la tenue de l'événement « AI Made in Morocco : l'IA au cœur de la transformation numérique et des services publics ». Organisée par le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration, cette rencontre nationale a rassemblé responsables publics, experts technologiques, opérateurs économiques, universitaires et start-ups autour d'un objectif central : faire de l'intelligence artificielle un moteur stratégique de développement, de souveraineté et de création de valeur.*

## Une ambition nationale assumée

Au cœur de l'événement, le gouvernement a officiellement lancé la feuille de route « Maroc IA 2030 », présentée comme un pilier structurant du nouveau modèle de modernisation de l'État et de l'économie. Cette stratégie vise à intégrer l'IA de manière transversale dans les politiques publiques, les services administratifs et les secteurs productifs.

Selon les estimations avancées lors de la rencontre, l'intelligence artificielle pourrait contribuer jusqu'à 100 milliards de dirhams au PIB national d'ici 2030, tout en générant des dizaines de milliers d'emplois qualifiés, notamment dans les domaines du développement logiciel, de la data

“L'intelligence artificielle pourrait contribuer jusqu'à 100 milliards de dirhams au PIB national d'ici 2030”

science, de la cybersécurité et des services numériques.

## Les instituts Jazari, pierre angulaire du dispositif

L'un des principaux temps forts de la journée a été le lancement du projet Jazari Root, noyau fondateur d'un futur réseau national de Jazari Institutes, des centres d'excellence dédiés à la formation, à la recherche appliquée et à l'innovation en intelligence artificielle.

Inspirée de l'héritage scientifique d'Al-Jazari, figure emblématique de l'ingénierie médiévale, cette initiative ambitionne de structurer un



écosystème marocain de l'IA, capable de concevoir des solutions locales adaptées aux besoins des administrations, des entreprises et des territoires.

Plusieurs conventions de partenariat ont été signées à cette occasion, associant institutions publiques, universités et acteurs économiques, afin d'accélérer le déploiement opérationnel de ces pôles.

**Des opportunités concrètes pour les entreprises**

Au-delà des annonces stratégiques, AI Made in Morocco a mis en lumière les opportunités économiques immédiates offertes par l'IA pour le tissu entrepreneurial marocain.

Les PME et grandes entreprises sont

“Les PME et grandes entreprises sont appelées à intégrer des solutions d'IA dans des secteurs clés”

appelées à intégrer des solutions d'IA dans des secteurs clés tels que :

- l'industrie et le BTP (maintenance prédictive, optimisation des coûts),
- l'agriculture (gestion intelligente de l'eau, prévisions climatiques),
- la logistique et le transport,
- la finance et l'assurance,
- les services publics et les collectivités territoriales.

Le gouvernement mise également sur l'essor des start-ups

deeptech, appelées à développer des solutions « Made in Morocco » exportables vers l'Afrique, positionnant le Royaume comme un hub régional de l'IA.

### Un levier d'emploi et d'insertion pour la jeunesse

La dimension sociale et éducative a occupé une place centrale dans les débats. La stratégie Maroc IA 2030 prévoit un effort massif en matière de formation et de montée en compétences, avec pour objectif de former des dizaines de milliers de jeunes aux métiers de l'IA.

Des parcours dédiés sont annoncés dans :

- les universités et écoles d'ingénieurs,
- la formation professionnelle,

- les programmes de reconversion pour les jeunes diplômés.

L'accent est mis sur l'employabilité, avec des formations alignées sur les besoins réels du marché et des partenariats avec les entreprises technologiques nationales et internationales.

### Une IA éthique et souveraine

Les responsables présents ont insisté sur la nécessité d'un cadre de gouvernance responsable, garantissant la protection des données, la transparence des algorithmes et le respect des droits des citoyens. La souveraineté numérique, notamment en matière d'hébergement des données et de maîtrise des infrastructures, constitue l'un des axes majeurs de la stratégie.

### Un positionnement régional et africain



Enfin, AI Made in Morocco s'inscrit dans une vision plus large de coopération Sud-Sud. Le Maroc entend partager son expertise et développer des solutions d'IA adaptées aux réalités africaines, renforçant ainsi son rôle de plateforme technologique régionale.

## Un signal fort

En réunissant acteurs publics et privés autour d'une vision commune, « AI Made in Morocco » marque un tournant dans la manière dont le Royaume aborde l'intelligence artificielle : non plus comme une simple technologie d'avenir, mais comme un levier immédiat de compétitivité, d'emploi et de souveraineté.

## Ce que l'IA va changer pour les entreprises marocaines dès 2026

Dès 2026, l'intelligence artificielle ne sera plus un concept prospectif pour les entreprises marocaines, mais un outil opérationnel appelé à transformer en profondeur leurs modes de gestion, de production et de décision.

### - Productivité et compétitivité accrues

Les entreprises pourront automatiser des tâches à faible valeur ajoutée (comptabilité, gestion documentaire, relation client de premier niveau), réduire les coûts et améliorer la rapidité d'exécution, notamment dans l'industrie, le BTP et la logistique.

### - Décision basée sur les données

Grâce à l'IA et à l'analyse prédictive, les dirigeants disposeront d'outils d'aide à la décision plus précis : anticipation de la demande, optimisation des stocks, détection des risques financiers ou opérationnels.

### - Nouveaux services et nouveaux marchés

Les entreprises technologiques et les start-ups marocaines auront l'opportunité de développer des solutions d'IA « Made in Morocco » exportables vers l'Afrique, notamment dans l'agritech, la fintech, la santé digitale et les services publics intelligents.

### - Transformation des métiers

L'IA va faire évoluer les compétences recherchées : data analysts, ingénieurs IA, développeurs, mais aussi profils hybrides capables de combiner expertise métier et outils numériques. Les entreprises devront investir davantage dans la formation continue.

### - Relation client repensée

Chatbots intelligents, personnalisation des offres et meilleure compréhension des besoins clients permettront d'améliorer la qualité de service, tout en renforçant la fidélisation.

### - Un impératif de conformité et d'éthique

Avec la montée en puissance de l'IA, les entreprises devront intégrer les exigences de gouvernance, de protection des données et d'utilisation responsable des algorithmes, devenues des critères de confiance et de compétitivité.

En résumé, dès 2026, l'intelligence artificielle s'imposera comme un facteur clé de différenciation : les entreprises qui l'adopteront rapidement gagneront en agilité et en performance, tandis que celles qui tarderont risquent un décrochage durable.

Meryem KORCH



VOTRE SUPPORT  
100% BTP

LE BTP EST LE MOTEUR DE TOUTE ECONOMIE

[www.buildingnews.ma](http://www.buildingnews.ma)

# Le Maroc et le Chili renforcent leur coopération économique et commerciale

***Une mission économique marocaine de haut niveau, conduite par le Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, Omar Hejira, effectue une visite officielle au Chili dans l'objectif de renforcer et de structurer les relations économiques et commerciales entre les deux pays.***

Cette mission s'inscrit dans le cadre du Forum économique maroco-chilien, visant à consolider les échanges bilatéraux et à jeter les bases d'un partenariat stratégique durable, en cohérence avec le Programme du commerce extérieur 2025-2027. Elle s'inscrit également dans la vision royale axée sur la diversification des partenariats et le renforcement de la coopération Sud-Sud, notamment avec les pays d'Amérique latine.

Au cours de cette visite, M. Hejira s'est entretenu avec le ministre chilien de l'Économie, du Tourisme et de l'Énergie, Alvaro Garcia Hurtado, en présence de l'ambassadrice du Maroc au Chili, KENZA EL GHALI. Les échanges ont porté sur l'état des relations bilatérales, les perspectives de coopération et l'identification de secteurs à fort potentiel, notamment en matière de partenariats industriels, de projets conjoints et de participation du secteur privé.

Les discussions ont également abordé les opportunités liées à l'organisation par le Maroc de la Coupe du Monde 2030, ainsi que le renforcement du rôle du secteur privé comme levier central de la coopération économique.

Le Secrétaire d'État a, par ailleurs, rencontré la vice-ministre chilienne des Relations économiques

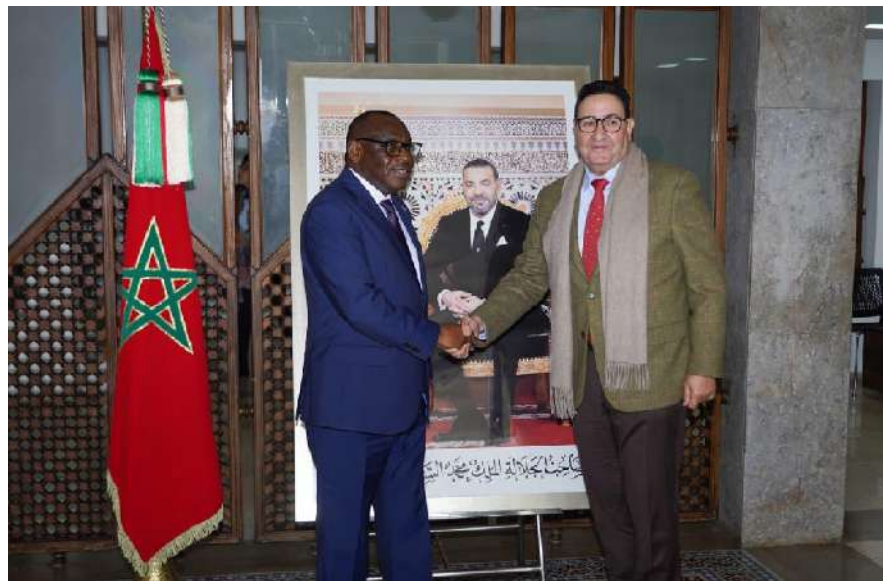
internationales, Claudia Sanhueza, dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration conjointe signée en décembre 2024. Les deux parties ont convenu de tenir la deuxième session de la Commission mixte économique et commerciale en 2026 au Maroc, afin d'élaborer une feuille de route commune fondée sur la complémentarité et le positionnement stratégique du Maroc et du Chili comme plateformes d'accès respectives vers l'Afrique et l'Amérique latine.

À cette occasion, M. Hejira a rappelé que le Maroc dispose de plus de 12 accords de libre-échange, offrant un accès à des marchés couvrant plus de 100 pays et près de 3 milliards de consommateurs, confirmant ainsi le rôle du Royaume en tant que hub régional et mondial.

La visite a également donné lieu à des rencontres avec des acteurs économiques chiliens, notamment Frutas de Chile et ProChile, dans la perspective de développer des partenariats sectoriels, stimuler les investissements et lancer des projets conjoints à fort impact économique.

# Maroc-ONU : vers un partenariat renforcé dans le transport et la logistique au service de l'Afrique

*Le renforcement de la coopération entre le Maroc et les institutions onusiennes dans les domaines du transport et de la logistique a été au cœur des entretiens tenus jeudi 22 janvier à Rabat entre le ministre du Transport et de la Logistique, Abdessamad Kayouh, et le Secrétaire exécutif de la CEA-ONU, Claver Gatete, dans le cadre d'une visite exploratoire de la Commission au Royaume.*



Les échanges ont porté sur les axes prioritaires de collaboration, notamment le transport ferroviaire comme levier de développement durable, de connectivité régionale et d'intégration économique, ainsi que sur la sécurité routière, considérée comme un enjeu central de mobilité et de développement humain.

Claver Gatete a salué les avancées du Maroc, qualifié de leader africain dans plusieurs secteurs stratégiques, mettant en avant son rôle clé dans les phosphates, l'industrie automobile et les perspectives liées aux véhicules électriques. Il a également loué le modèle marocain de transport et de logistique fondé sur des réseaux intégrés, appelé selon lui à inspirer d'autres pays africains.

De son côté, Abdessamad Kayouh a présenté l'expérience marocaine dans les transports ferroviaire et aérien, soulignant leur impact sur l'économie nationale. Il a notamment rappelé l'ambition du Royaume de porter la capacité des aéroports à 80 millions de passagers à l'horizon 2030.

À l'issue de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de consolider leur partenariat et d'explorer de nouvelles pistes de coopération en faveur de la modernisation des infrastructures, de la transition vers des transports durables et du renforcement de l'intégration régionale africaine.



## **Maroc–Sénégal : une nouvelle impulsion stratégique pour le partenariat économique bilatéral**

*Le Maroc et le Sénégal ont franchi un nouveau cap dans leurs relations économiques et institutionnelles à l'occasion de la visite officielle d'une importante délégation sénégalaise conduite par le Premier ministre, Ousmane Sonko. Cette rencontre de haut niveau, organisée à Rabat, s'inscrit dans le cadre de la 15<sup>ème</sup> session de la Haute Commission mixte maroco-sénégalaise, marquant une volonté commune de hisser le partenariat bilatéral à un palier supérieur.*



Accueillie par le Chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, la délégation sénégalaise comprenait plusieurs ministres et hauts responsables en charge de secteurs clés, notamment l'économie, l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'enseignement supérieur et les infrastructures. Les travaux ont donné lieu à des échanges approfondis sur les moyens de renforcer la coopération Sud-Sud et de traduire la proximité politique entre Rabat et Dakar en projets économiques concrets.

Au terme de cette rencontre, dix-sept accords et mémorandums d'entente ont été signés, couvrant un large éventail de domaines stratégiques : industrie, agriculture, pêche maritime, transports, enseignement supérieur, recherche scientifique, santé, finances publiques, économie numérique et formation professionnelle. Ces instruments visent à créer un cadre structuré et durable pour le développement de projets conjoints, l'échange d'expertises et la facilitation des investissements.

Les deux parties ont également adopté une feuille de route industrielle et commerciale, mettant l'accent sur la coproduction, la transformation locale, le soutien aux PME et l'intégration des chaînes de valeur régionales. Dans leurs

déclarations, les responsables marocains et sénégalais ont souligné que cette dynamique s'inscrit dans une vision africaine partagée, fondée sur la solidarité, la complémentarité économique et le co-développement.

Au-delà des chiffres et des accords, cette rencontre a envoyé un message politique fort : celui d'une relation maroco-sénégalaise stable, confiante et tournée vers l'avenir, capable de résister aux aléas conjoncturels et de servir de modèle de coopération Sud-Sud sur le continent africain.

### **Une relation bilatérale à forte valeur stratégique**

Le partenariat entre le Maroc et le Sénégal ne se limite pas aux échanges commerciaux. Il repose sur une convergence politique ancienne et une confiance institutionnelle solide. La tenue régulière de la Haute Commission mixte témoigne d'une volonté partagée de structurer la coopération dans la durée, au-delà des logiques ponctuelles.

### **Des accords orientés vers l'économie réelle**

Les 17 accords signés traduisent un changement

# La Grande Commission Mixte Maroc - Sénégal

5 Janvier 2026

26 يناير



d'approche : il ne s'agit plus seulement d'augmenter le volume des échanges, mais de créer de la valeur localement. La coproduction industrielle, la transformation des produits agricoles et halieutiques, ainsi que le transfert de savoir-faire figurent parmi les priorités affichées.

Parmi les instruments juridiques adoptés figurent des textes clés dans des secteurs prioritaires :

Consultations consulaires : mémorandum d'entente pour la mise en place d'un mécanisme de consultation bilatérale entre consulats.

Jeunesse : projet de mémorandum visant à renforcer la coopération dans les domaines liés à la jeunesse et à l'engagement des jeunes.

Transport routier international : protocole d'application de l'accord sur le transport routier de voyageurs et de marchandises entre les deux pays.

Sécurité routière : convention de coopération pour l'amélioration des normes de sécurité sur les routes.

Infrastructure autoroutière : accord-cadre portant sur l'assistance technique

dans le domaine des autoroutes.

Économie numérique : protocole de coopération pour stimuler l'innovation et la transformation digitale.

Infrastructures et formation : mémorandum sur les infrastructures et une convention-cadre sur la formation professionnelle et les échanges d'expertises.

Bourses d'études et stages : accord-cadre pour promouvoir les échanges académiques, bourses d'études et stages professionnels.

Enseignement supérieur et recherche : programme d'exécution 2026-2028 signé entre les ministères concernés.

Coopération agricole et pêche : accords relatifs à la coopération agricole, au contrôle sanitaire des produits de la pêche et à l'aquaculture.

PME et industrie : mémorandums pour le développement des petites et moyennes entreprises et le renforcement des infrastructures industrielles.



Partenariat portuaire : accord de partenariat entre l'Agence Nationale des Ports du Maroc et le Port autonome de Dakar pour renforcer la connectivité logistique.

### **Le rôle central des PME et de l'investissement**

La feuille de route adoptée met clairement en avant les PME comme moteur de la coopération économique. Le Maroc, fort de son expérience industrielle et de ses champions nationaux présents en Afrique de l'Ouest, apparaît comme un partenaire stratégique pour accompagner l'industrialisation du Sénégal, tandis que Dakar constitue une porte d'entrée majeure vers le marché ouest-africain.

### **Une dimension humaine et technique assumée**

L'accent mis sur l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la formation professionnelle révèle une approche de long terme. En investissant dans le capital humain, les deux pays cherchent à garantir la durabilité des projets économiques et à réduire la dépendance

aux expertises extérieures.

### **Un signal fort pour la coopération Sud-Sud**

Dans un contexte international marqué par les incertitudes économiques, la rencontre maroco-sénégalaise envoie un signal clair : l'Afrique peut construire ses propres partenariats structurants, fondés sur la complémentarité et le partage d'expériences. Cette dynamique renforce la crédibilité du Maroc et du Sénégal comme acteurs moteurs de l'intégration africaine.

La rencontre économique maroco-sénégalaise initiée le 26 janvier ne constitue pas un simple rendez-vous diplomatique, mais bien une étape structurante dans l'évolution des relations entre les deux pays. Si la mise en œuvre effective des accords sera déterminante, les bases posées à Rabat ouvrent la voie à une coopération plus intégrée, plus équilibrée et résolument tournée vers le développement partagé.

Meryem KORCH

**Renault Group Maroc  
: une année 2025  
marquée par la  
croissance, l'industrie  
et le leadership sur le  
marché national**



***En 2025, Renault Group Maroc a consolidé sa position de leader industriel et commercial sur le marché automobile marocain, tout en participant activement à la transformation profonde du secteur automobile national.***

Selon les données consolidées publiées par le constructeur et les médias spécialisés, l'année écoulée aura été placée sous le signe d'une croissance soutenue des ventes et d'une production robuste, malgré un contexte économique mondial contrasté.

### **Des ventes en forte progression : +44,8 % au Maroc**

Sur le marché domestique, la marque Renault a enregistré une hausse spectaculaire de ses

ventes, avec environ 41 050 véhicules vendus en 2025, soit une progression d'environ +44,8 % par rapport à 2024. La part de marché de Renault atteint 17,4 %, portée par le succès de modèles populaires comme la Clio, l'Express et le Kardian, qui figurent parmi les véhicules les plus écoulés sur le marché marocain.

Cette performance commerciale s'inscrit dans une dynamique plus large : lorsque l'on cumule les ventes des marques Renault et Dacia (qui détient également une forte présence locale),



le groupe atteint une part de marché de 37,8 %, consolidant sa domination sur le marché national pour la 16<sup>ème</sup> année consécutive.

## **Made in Morocco : une production industrielle solide**

Sur le plan industriel, les sites de production de Tanger et de Casablanca (SOMACA) ont maintenu des volumes significatifs, avec 394 474 véhicules produits en 2025. Si ce chiffre est légèrement inférieur au record établi en 2024, il reste solide et marque la place stratégique du Maroc au sein du dispositif industriel mondial du groupe.

La majorité de la production est destinée à l'export, confirmant le rôle du Royaume comme plateforme industrielle clé pour Renault. L'importance du site marocain est telle qu'« un véhicule sur six vendus dans le monde par le groupe est fabriqué au Maroc », selon des responsables du constructeur.

## **Segments phares et montée de l'électrification**

L'année 2025 a également été marquée par l'essor de segments stratégiques pour la marque. Le Kardian, produit localement à SOMACA, a connu un démarrage commercial prometteur, soulignant l'attractivité de l'offre locale. Par ailleurs, Renault poursuit l'électrification de sa gamme, avec des modèles hybrides et électriques (E-Tech) qui gagnent en parts de marché et répondent à une demande croissante de mobilité durable.

## **Une contribution économique et sociale renforcée**

Au-delà des chiffres, Renault Group Maroc renforce ses engagements industriels et

sociaux. En octobre 2025, le groupe a signé un avenant à son accord d'investissement avec le gouvernement marocain, réaffirmant sa confiance dans la stabilité industrielle du pays et son rôle dans la création d'emplois locaux. Ce nouvel engagement inclut notamment des projets de montée en compétences technologiques et d'intégration locale encore plus poussée des fournisseurs.

## **Perspectives et défis pour 2026**

Alors que Renault Group Maroc clôture une année 2025 jugée « très satisfaisante », les perspectives pour 2026 s'annoncent ambitieuses mais exigeantes. Le groupe compte capitaliser sur la solidité de son réseau industriel, l'attrait de ses modèles « Made in Morocco » et la montée des solutions électrifiées pour poursuivre sa croissance dans un marché de plus en plus concurrentiel.

Avec un contexte mondial où Renault Group a lui-même enregistré une progression globale de ses ventes de +3,2 % en 2025, tirée par les performances internationales, le rôle du Maroc dans la stratégie du constructeur s'affirme comme déterminant.

# Maroc–Slovénie : la CGEM et des entreprises slovènes explorent de nouveaux partenariats stratégiques à Casablanca

*Une rencontre économique maroco-slovène s’est tenue à Casablanca, entre la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et une importante délégation d’entreprises slovènes, venue sonder les opportunités de coopération avec le secteur privé marocain dans plusieurs domaines stratégiques*

Cette rencontre a permis d’identifier des pistes de synergies entre opérateurs des deux pays, notamment dans les secteurs du transport et de la logistique, des infrastructures portuaires, de la digitalisation, des équipements industriels, des technologies de production, des énergies renouvelables, de la gestion de l’eau, du recyclage, ainsi que de la formation et du conseil en management.

Intervenant à cette occasion, le directeur général chargé de la diplomatie économique, culturelle et scientifique au ministère slovène des Affaires étrangères, Peter Japelj, a souligné l’importance de cette initiative, organisée dans le prolongement de l’ouverture récente de l’ambassade de Slovénie à Rabat. Il a exprimé le souhait de voir un événement économique similaire organisé prochainement en Slovénie afin de renforcer la dynamique bilatérale.

M. Japelj a qualifié les relations Maroc-Slovénie d’excellentes, mettant en avant un potentiel significatif à exploiter. Il a rappelé que la Slovénie a diversifié ces dernières années ses partenariats au-delà de ses marchés traditionnels, positionnant désormais le Maroc comme un partenaire prioritaire et une porte d’entrée vers le continent africain, tandis que la Slovénie pourrait servir de passerelle au Maroc vers l’Europe centrale et orientale.

De son côté, Mohamed Amine Belhaj, directeur de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères, a mis en exergue la déclaration conjointe signée en juin 2024 à Rabat, qui constitue une étape majeure dans le renforcement des relations bilatérales. Ce cadre

de coopération cible notamment les énergies renouvelables, la logistique, l’agriculture, l’environnement, l’industrie automobile et les technologies vertes, tout en encourageant l’organisation de forums économiques et le renforcement des liens entre le port slovène de Koper et les ports marocains, en particulier Tanger Med.

Pour la vice-présidente de la CGEM et présidente de la Commission internationale, Ghita Lahlou, cette rencontre offre aux entreprises slovènes une meilleure visibilité sur les opportunités d’investissement au Maroc. Elle a souligné les nombreuses convergences entre les deux économies, fondées sur une vision commune axée sur la durabilité, l’innovation et la compétitivité. Elle a également réaffirmé l’engagement de la CGEM à accompagner les investisseurs slovènes dans leur implantation au Royaume.

Enfin, la directrice adjointe de SPIRIT Slovenia, Nataša Kos, s’est félicitée de cette initiative, estimant que le Maroc et la Slovénie partagent un même état d’esprit orienté vers l’ouverture et le développement durable. Elle a annoncé son intention d’accueillir prochainement en Slovénie les entreprises participantes afin de poursuivre le rapprochement entre les communautés d’affaires.

La rencontre s’est conclue par la signature d’un mémorandum d’entente entre l’Agence marocainededéveloppementdesinvestissements et des exportations (AMDIE) et SPIRIT Slovenia, marquant une nouvelle étape vers la concrétisation de partenariats économiques durables entre les deux pays.



## Le Maroc renforce son rayonnement touristique au FITUR de Madrid

*Le Maroc a marqué de manière significative la Foire Internationale du Tourisme (FITUR) à Madrid, l'un des plus grands rendez-vous mondiaux dédiés à l'industrie touristique. À travers une participation structurée et ambitieuse, le Royaume confirme sa volonté de consolider sa place parmi les destinations les plus attractives du bassin méditerranéen et du continent africain.*

Présent avec un pavillon de grande envergure, le Maroc met en avant la richesse et la diversité de son offre touristique, alliant patrimoine culturel, paysages naturels, tourisme balnéaire, désertique, rural et urbain. Cette présence s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer la visibilité de la destination Maroc sur les marchés européens, en particulier le marché ibérique, considéré comme prioritaire.

**Une mobilisation institutionnelle et**

**professionnelle**

La participation marocaine est portée par une importante délégation composée de représentants de l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT), de professionnels du secteur, de fédérations touristiques ainsi que de représentants régionaux. Cette mobilisation traduit l'engagement conjoint des acteurs publics et privés pour promouvoir une image cohérente et moderne du tourisme national.

Tout au long du salon, de nombreuses rencontres professionnelles (B2B) ont été organisées avec des tour-opérateurs, agences de voyages, compagnies aériennes et investisseurs internationaux. Ces échanges visent à développer de nouveaux partenariats, diversifier les marchés émetteurs et renforcer la programmation du Maroc dans les catalogues touristiques internationaux.

### **Le marché espagnol au cœur de la stratégie**

La participation au FITUR revêt une importance particulière pour le Maroc en raison de la proximité géographique et des liens historiques avec l'Espagne. Le marché espagnol figure parmi les principaux pourvoyeurs de touristes vers le Royaume, avec une dynamique en constante progression ces dernières années.

Dans ce cadre, l'accent est mis sur le renforcement de la connectivité aérienne et maritime, élément clé pour soutenir la croissance des flux touristiques. Les discussions engagées lors du salon portent notamment sur l'ouverture de nouvelles lignes, l'augmentation des fréquences existantes et la promotion de destinations marocaines encore peu connues du grand public européen.

### **Valoriser la diversité régionale et l'expérience touristique**

Le pavillon marocain met également en lumière la diversité des régions du Royaume, chacune valorisant ses spécificités culturelles, artisanales et gastronomiques. Cette approche territoriale vise à encourager un tourisme plus équilibré et durable, en élargissant l'offre au-delà des destinations traditionnelles.

Animations culturelles, présentations immersives et rencontres thématiques ont permis aux



visiteurs de découvrir un Maroc authentique, en phase avec les nouvelles attentes des voyageurs en quête d'expériences, de durabilité et de sens.

### **Un levier de croissance pour le tourisme national**

À travers sa participation au FITUR de Madrid, le Maroc réaffirme son ambition de faire du tourisme un pilier stratégique du développement économique national. Le salon constitue une vitrine internationale majeure, permettant de renforcer la notoriété de la destination, d'anticiper les tendances du marché et de capter de nouvelles opportunités d'investissement.

Cette présence proactive confirme la volonté du Royaume de s'adapter aux mutations du secteur touristique mondial et de consolider sa position comme destination compétitive, diversifiée et durable sur la scène internationale.

# Transition énergétique : la centrale Allal El Fassi en route vers le pompage-turbinage



*L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) engage une réflexion de grande envergure pour transformer en profondeur le mode de fonctionnement de la centrale hydroélectrique Allal El Fassi, implantée dans la province de Taounate. Mise en service en 1994, cette infrastructure d'une puissance installée de 246 MW pourrait connaître une reconversion majeure afin de gagner en autonomie et en flexibilité énergétique.*

Située à une cinquantaine de kilomètres de Fès, sur l'axe Fès–Oujda, la centrale exploite actuellement un schéma hydraulique complexe reposant sur l'alimentation en eau depuis la retenue du barrage Allal El Fassi et la restitution vers le barrage Idriss Ier. Grâce à trois groupes de production, une chute nette de 172 mètres et un débit total de 160 m<sup>3</sup> par seconde, l'installation affiche une production annuelle moyenne avoisinant 270 GWh.

Le projet porté par l'ONEE ambitionne de rompre la dépendance de la centrale vis-à-vis de la retenue principale du barrage Allal El Fassi. Pour ce faire, plusieurs scénarios techniques sont à l'étude, dont l'introduction d'un système de pompage depuis la retenue du barrage Idriss Ier ou la conversion des équipements existants en turbines réversibles. Cette évolution permettrait à la centrale de fonctionner selon le principe du pompage-turbinage, une technologie clé pour le stockage de l'énergie et la gestion de la demande électrique.

Afin de concrétiser cette transformation, l'ONEE prévoit de faire appel à une expertise spécialisée chargée de mener l'ensemble des études techniques et économiques nécessaires. La mission couvrira toutes les étapes du projet, depuis l'analyse de faisabilité jusqu'à la préparation des documents techniques et l'assistance au lancement de l'appel d'offres des travaux.

La première phase consistera en une étude de faisabilité approfondie, basée sur l'évaluation des ouvrages existants, l'analyse des données disponibles et, si nécessaire, des investigations complémentaires sur le terrain. L'objectif sera d'identifier les différentes options de reconversion possibles, d'en mesurer les contraintes et d'écarter celles qui ne présentent pas de viabilité technique.

Cette étape sera suivie d'un avant-projet sommaire intégrant des levés topographiques et des reconnaissances géologiques, permettant d'affiner les solutions retenues, d'estimer les coûts et d'évaluer les impacts techniques et environnementaux. Une comparaison technico-économique conduira ensuite au choix de la variante la plus pertinente, qui fera l'objet d'un avant-projet détaillé et de spécifications techniques précises.

Le dispositif prévoit également une assistance complète durant la phase d'appel d'offres, incluant l'accompagnement des entreprises candidates, l'évaluation des offres, la contractualisation et la formation des équipes du maître d'ouvrage.

À travers ce projet, l'ONEE entend inscrire la centrale Allal El Fassi dans une nouvelle dynamique, en phase avec les exigences de la transition énergétique nationale, en renforçant la capacité de stockage, la flexibilité du réseau et la valorisation durable du potentiel hydroélectrique du Royaume.

# Handicap : lancement de la 3<sup>ème</sup> Enquête nationale pour renforcer l'efficacité des politiques publiques

*La troisième Enquête nationale sur les personnes en situation de handicap constitue un outil stratégique majeur pour évaluer les politiques publiques et mieux orienter l'action de l'État vers davantage de cohérence, de convergence et d'efficacité, a affirmé à Salé le président de l'Observatoire national du développement humain (ONDH), Otmane Gair, lors de son lancement officiel.*

S'exprimant à l'occasion d'une rencontre organisée par le Secrétariat d'État chargé de l'Insertion sociale, M. Gair a souligné que cette enquête s'inscrit dans la continuité des avancées réalisées par le Maroc et accompagne les évolutions nationales, en adéquation avec les engagements internationaux du Royaume, notamment en matière de droits des personnes en situation de handicap.

Au-delà de la collecte de données statistiques, l'enquête vise également leur analyse, leur valorisation et leur intégration dans les processus de prise de décision, afin d'améliorer l'élaboration et l'orientation des politiques et programmes publics. Elle s'inscrit dans une démarche institutionnelle mature, fondée sur une approche multidimensionnelle, territoriale et prospective, visant à ancrer la culture de l'évaluation et de la décision publique basée sur des données fiables issues du terrain.

Le président de l'ONDH a rappelé que le handicap recouvre des réalités diverses et complexes, nécessitant des politiques publiques ciblées, intégrées et adaptées, prenant en compte les disparités territoriales, le genre, l'âge et les situations socioéconomiques, tout en garantissant l'égalité des chances et un accès équitable aux services.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte



national marqué par le renforcement de l'État social, conformément aux Hautes Directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, plaçant la justice sociale, l'efficacité et l'équité au cœur de l'action publique.

La rencontre a été ponctuée par la signature d'un mémorandum d'entente entre le ministère de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, le Secrétariat d'État chargé de l'Insertion sociale, le Haut-Commissariat au Plan, l'ONDH et le Fonds des Nations unies pour la population, définissant le cadre de coopération pour la réalisation de cette 3<sup>ème</sup> Enquête nationale sur les personnes en situation de handicap.

# Protection des données personnelles: Al Barid Bank rejoint le programme national DATA-TIKA

*Al Barid Bank a officialisé, mardi 20 janvier à Casablanca, son adhésion au programme national DATA-TIKA, à travers la signature d'une convention avec la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP). Cette initiative marque une nouvelle étape dans le renforcement de la gouvernance des données au sein de l'établissement bancaire.*

Cette convention s'inscrit dans la volonté d'Al Barid Bank d'intégrer la protection des données à caractère personnel au cœur de sa stratégie de transformation digitale responsable. Elle permettra à la banque de bénéficier de l'accompagnement et de l'expertise de la CNDP, notamment en matière de conformité réglementaire, de formation et de sensibilisation aux enjeux liés à la protection des données.

Signée par le président du directoire d'Al Barid Bank, Al Amine Nejjar, et le président de la CNDP, Omar Seghrouchni, la convention définit plusieurs axes de coopération. Ceux-ci concernent notamment la formation des collaborateurs, la sensibilisation aux bonnes pratiques en matière de protection des données, l'intégration de solutions numériques dédiées à la dématérialisation des notifications, ainsi qu'une réflexion approfondie sur la classification, l'hébergement et le transfert des données dans le cadre des projets bancaires et digitaux.

À cette occasion, M. Nejjar a souligné que cette adhésion constitue une étape clé dans le renforcement de la gouvernance des données d'Al Barid Bank. Elle traduit, selon lui, une volonté claire de placer la protection des données personnelles au centre du modèle

de développement et de la stratégie de transformation digitale de la banque, tout en consolidant la sécurité de l'information et la conformité réglementaire.

De son côté, M. Seghrouchni a indiqué que l'adhésion d'Al Barid Bank au programme DATA-TIKA revêt une importance particulière, mettant en avant le rôle stratégique du vaste réseau d'agences de la banque dans la sensibilisation des citoyens à la protection des données personnelles et le renforcement d'une présence de proximité à l'échelle nationale.

Porté par la CNDP, le programme DATA-TIKA est une initiative nationale destinée à accompagner les organismes publics et privés vers une mise en conformité durable avec les dispositions de la loi n°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

# Global Gateway : l'Union européenne investit 35,8 millions d'euros pour accélérer la transition énergétique en Tunisie

*L'Union européenne renforce son engagement en faveur des énergies propres en Tunisie à travers l'octroi d'une subvention de 35,8 millions d'euros, accordée à ses partenaires dans le cadre de l'initiative Global Gateway. Ce soutien financier s'inscrit dans la volonté de l'UE d'accompagner la Tunisie dans sa transition énergétique, tout en consolidant un partenariat stratégique fondé sur le développement durable, la sécurité énergétique et la lutte contre le changement climatique.*

Cette enveloppe vise à soutenir des projets structurants destinés à accélérer le déploiement des énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique et renforcer la résilience du système énergétique tunisien. Elle s'inscrit dans une approche intégrée combinant investissements, assistance technique et renforcement des capacités institutionnelles.

## Un appui stratégique à la transition énergétique tunisienne

Face à une demande énergétique en constante augmentation et à une forte dépendance aux énergies fossiles importées, la Tunisie s'est engagée dans une stratégie de diversification de son mix énergétique, avec une place croissante accordée aux énergies solaire et éolienne. Le soutien de l'Union européenne vise ainsi à accompagner les réformes structurelles du secteur, à moderniser les infrastructures énergétiques et à

créer un environnement favorable aux investissements durables.

La subvention de 35,8 millions d'euros permettra notamment de soutenir des projets portés par des institutions publiques et des acteurs du secteur de l'énergie, en cohérence avec les priorités nationales tunisiennes et les objectifs climatiques internationaux.

## Global Gateway : un cadre de coopération renforcé

L'initiative Global Gateway constitue l'instrument phare de l'Union européenne pour promouvoir des investissements durables et de qualité dans les pays partenaires. En Tunisie, elle se traduit par un appui ciblé aux secteurs clés, dont l'énergie figure parmi les priorités, en raison de son rôle central dans la croissance économique, l'attractivité des investissements et la création

d'emplois.

À travers ce programme, l'UE ambitionne de favoriser le développement d'infrastructures énergétiques fiables, durables et interconnectées, tout en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement.

### **Un partenariat euro-tunisien à long terme**

Au-delà de l'aspect financier, cette subvention illustre la profondeur du partenariat entre l'Union européenne et la Tunisie dans le domaine de l'énergie et du climat. Elle traduit une volonté commune de bâtir un modèle énergétique plus

durable, inclusif et résilient, au bénéfice de la stabilité économique et environnementale du pays.

En soutenant la transition énergétique tunisienne, l'Union européenne réaffirme son rôle de partenaire stratégique de long terme, engagé aux côtés de la Tunisie pour relever les défis énergétiques et climatiques, tout en favorisant un développement durable et partagé.



# Le Salon du Revêtement au Maroc : un rendez-vous clé pour les professionnels du bâtiment

*Du 29 au 31 janvier 2026, Casablanca a accueilli la 1re édition du Salon international du revêtement (SIR) à la Foire Internationale de Casablanca. Cet événement professionnel a rassemblé plus de 40 exposants nationaux et internationaux et environ 20 000 visiteurs professionnels intéressés par les solutions de finition et de surface pour le bâtiment.*



Organisé par la Fédération des Matériaux de Construction (FMC) avec le soutien du ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE), le salon s'est déroulé sous le thème « La mise en valeur du patrimoine marocain dans le domaine de la pierre ornementale et du marbre ».

Sur place, les professionnels du revêtement de sols, murs et finitions ont pu découvrir les der-

nières innovations en matière de céramique, carrelage, pierre naturelle, solutions d'étanchéité et autres produits techniques destinés aux secteurs de la construction, de l'architecture et du design.

Le salon a également offert des conférences, ateliers et rencontres B2B, favorisant les échanges entre fabricants, distributeurs, architectes et décorateurs, tout en renforçant la visibilité du « Made in Morocco » sur les marchés locaux et internationaux.

# innovant

LE MAGAZINE INTERNATIONAL  
DE L'INNOVATION SECTORIELLE

Magazine

## CONTENU ET DIFFUSION



### Contenu du Magazine

Edito – Politique – Société – Economie – Art et Culture – Salons – Dossier –  
Tourisme – Monde – Guide – Nouvelles technologies – High-Tech – Auto-Moto

### Contenu du Site Web

A la Une – Politique – Economie – Société – Monde – Culture – Média – Vidéos



VOTRE SUPPORT  
100% BTP

LE BTP EST LE MOTEUR DE TOUTE ECONOMIE

[www.buildingnews.ma](http://www.buildingnews.ma)